

REÇU LE

13 MAI 2024

PRÉFECTURE
DE LA VIENNE**AGENCE REGIONALE DE LA BIODIVERSITE DE NOUVELLE-AQUITAINE****Conseil d'administration n° 7****Séance du 6 mai 2024****Délibération n°ARBNA-2024-32****Objet : Abrogation délibération n°ARBNA-2024-25 et mise en place d'une participation à la protection sociale complémentaire santé (mutuelle)**

Administrateurs PRESENTS :	Région Nouvelle-Aquitaine : Guillaume RIOU, Sophie WEBER, Elise LAURENT-GUEGAN, Stéphane TRIFILETTI, Ronan NEDELEC OFB : Didier LABAT PNR : Catherine HORNEBECK Grand Poitiers : Dany COINEAU CBNSA : Andde SAINTE MARIE Biosena : Martin GALILEE Centre National de la Propriété Forestière NA : Bénédicte BEYRIES LPO : Céline GRACIEUX URCAUE : Céline MASSA FRC NA : Jean-Francis SEGUY RNN : Kévin LELARGE Fédération Régionale de l'Agriculture Biologique : Jérôme KELLER SOLTENA : Marc Yvan LAROYE Représentant du personnel : Valérie BARBIER
Administrateurs ABSENTS ou EXCUSES :	DREAL (a donné pouvoir à Mme CHANCEL) SGAR (a donné pouvoir à la DREAL) Agence de l'Eau Adour-Garonne (a donné pouvoir à la DREAL) CD33 (a donné pouvoir à M. RIOU) CD24 FNE NA (a donné pouvoir à M. GALLIOT) CEN (a donné pouvoir à M. GREZE) Association Régionale de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques Chambre Régionale d'Agriculture NA CRPMEM CSRPN
INVITES	Région NA : Anne-Sophie CHAPLAIN ; Catherine MENARD ; OFB : Véronique CESARI ; DREAL : Vincent DORDAIN, Marie ROZAT ; ARB : Emilie MARTINEAU ; Grand Poitiers : Yvonnick GUINARD

Le conseil d'administration de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement,

Vu les dispositions de l'article 22bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, créé par la loi n°2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique, du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents et des quatre arrêtés d'application datés du même jour précisant les modalités d'application du dispositif ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant sur les dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n°2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique et notamment son article 39 ;

Vu la loi n°2009-972 du 3 août 2009 relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique et notamment son article 38,

Vu les dispositions du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu le décret n°2017-402 du 27 mars 2017 relatif aux établissements de coopération environnementale,

Vu l'avis du Comité Social Territorial du 2 avril 2024,

Considérant la délibération 2023-11 relative à la convention de transfert,

Considérant la délibération 2023-14

Considérant la convention de transfert d'activité signée par le président de l'EPCE le 29 octobre 2023, et notamment son article 5 :

Considérant les négociations nationales en cours pour rendre obligatoire la participation de l'employeur à un contrat de mutuelle pour ses salariés,

**Après en avoir délibéré,
DECIDE**

D'abroger la délibération ARBNA-2024-25 en contradiction avec la délibération ARBNA-2023-14 relative à la participation à la protection sociale complémentaire mutuelle, autorisant le président à signer un contrat de mutuelle collectif,

D'autoriser le Président à signer la convention de participation conclue pour une durée de six ans ainsi que tout acte ou avenant afférent à l'exécution de la présente délibération, auprès d'Harmonie Mutuelle, concernant les risques santé,

De fixer le montant de sa participation, à compter du **01/12/2023** à décembre 2023 = 105.93€ et à compter de janvier 2024 = 111.75€ par agent, du montant de la cotisation prévue dans la convention de participation, pour chaque agent bénéficiaire du contrat, montant de prise en charge à 70% modifié selon évolution,

De verser cette participation à l'organisme Harmonie Mutuelle, **selon la convention de participation**, et selon tout avenant, qui la répercute intégralement en déduction de la cotisation due par l'agent.

La présente délibération est transmise à Monsieur le préfet de la Vienne. Elle fait l'objet d'une publicité par voie d'affichage au siège de l'établissement et par publication au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne

Fait à Poitiers, le 6 mai 2024

Le président de l'ARB-MA Nouvelle-Aquitaine

G.RIOU



